



A gauche comme à droite, il existe des désaccords, des nuances, des différends à l'intérieur de chaque camp. Mais les méthodes pour trancher ces désaccords sont différentes. A droite, on s'en réfère au "chef". Ca marche tant que le chef est légitime, tant qu'il gagne des élections. Lorsqu'il se prend une raclée comme ça a été le cas lors des dernières élections régionales, la belle unité apparente d'antan s'effrite : ministres qui ne cachent plus leur "désespoir", composantes comme le Nouveau centre qui prennent leurs distances, ambitions qui se dévoilent (Copé, Juppé, Villepin...), etc.

A gauche, nous avons un autre moyen. Nous consultons celui qui est pour nous le seul chef : le peuple. C'est pourquoi nous présentons face aux électeurs parfois plusieurs listes ou candidats de gauche. Ensuite, lors du second tour, nous nous réunissons à hauteur de ce que proportionnellement nous avons fait comme voix pour faire gagner notre camp.

C'est ce qui s'est produit lors des dernières élections régionales. Loin de "petits accords dans le dos des Français", comme a aimé le répéter la droite entre les deux tours, c'est bien au contraire une stratégie d'union qui s'est mise en place. Las, le Parti Socialiste, fort de son bon score lors du 1er tour, renoue avec ses tentations hégémoniques à gauche... Pour mon parti, le Parti de Gauche (PG), nous avons fixé 3 conditions préalables à la discussion pour entrer dans les exécutifs régionaux : exiger que la région adopte une clause de conditionnalité sociale et écologique pour ses aides et subventions, un grand service public de la formation professionnelle et la création d'un comité régional de planification écologique doté de moyens.

Aucune de ces conditions n'ayant été retenue, nous ne participons pas à ces exécutifs et garderons notre liberté de vote, nous prendrons toutes nos responsabilités dans les majorités de gauche des Conseil régionaux. Partout où c'est possible, nous formerons un groupe en tant que tel. Faire gagner la gauche est pour nous une évidence ; participer à des exécutifs dans lesquels ne se met pas en place une réelle politique de rupture avec l'ordre établi et ne répondant pas assez aux enjeux de protection des Français et de leur cadre de vie est une autre affaire. Plus de "compromis pourris" selon la formule d'Oskar Lafontaine, telle est désormais ce qui doit conduire notre réflexion à gauche.